

Le Brexit et la vague migratoire au Royaume-Uni.

Article rédigé par *Breizh Info*, le 29 juin 2016

[Source : [Breizh Info](#)]

Pourquoi le Brexit ne stoppera pas la vague migratoire au Royaume-Uni ?

Un des arguments de campagne des partisans du Brexit fût celui de la protection des frontières du Royaume-Uni face à l'immigration.

Nigel Farage et l'UKIP ne l'ont d'ailleurs jamais caché : ils ne veulent plus voir des Polonais et d'autres travailleurs européens « voler » le travail des Britanniques.

Seulement, il y a un très gros « *oui mais* » que les Britanniques ont peut être oublié un peu trop vite. Tout d'abord, le Royaume-Uni (comme l'Irlande) ne fait pas partie de l'Espace Schengen et n'est donc déjà pas concerné par la politique d'immigration et de frontière impulsée par l'Union européenne (défaillante ou pas, c'est un autre débat). Le Brexit ne changera donc absolument rien de ce point de vue.

Pour les ressortissants de l'Union européenne, il faudra toujours un document d'identité prouvant son appartenance à un pays de l'UE pour voyager Outre-Manche et y travailler. Selon les modalités négociées entre le Royaume-Uni et les pays membres de l'UE après le Brexit il se peut qu'il faille une fois la sortie de l'UE effective un visa pour voyager dans le pays, et des restrictions seront sans doute mise en place pour y travailler. Les premières victimes du Brexit seront donc éventuellement les Européens qui étaient habitués à travailler ou à circuler sur le sol britannique .

S'il est un « *grand remplacement* » de population au Royaume-Uni, il provient pourtant de pays du Commonwealth (et principalement du Pakistan et des Caraïbes et à un niveau moindre de l'Inde) . Les accords régissant la circulation, les permis de travail et d'études entre l'Angleterre et les autres membres de l'union ont permis, depuis des décennies, l'installation durable (définitive ?) de populations non européennes qui ont pour un nombre très important fait l'acquisition de la nationalité britannique. Lors du référendum sur le Brexit, les citoyens du Commonwealth (3% du corps électoral) résidant au Royaume-Uni pouvaient par ailleurs voter, ce qui n'était pas le cas, par exemple, d'un Français résidant à Londres.

Jusqu'ici, il ne se trouve pas de responsable politique britannique de premier plan souhaitant remettre définitivement en cause le Commonwealth et ses accords – hormis quelques restrictions. Le problème de l'immigration au Royaume-Uni ne sera donc pas résolue par le Brexit, d'autant plus que la population d'origine asiatique (Pakistanaise, Afghanistan ..) et la population d'origine africaine (Guinée, Algérie, Somalie ...) possède une démographie plus élevée que la démographie des Anglais de souche.

« *Il n'y a aucune masse immigrée extra-européenne qui pénètre au Royaume-Uni par les mers. Ils arrivent par avion, des anciennes colonies. L'argument de la lutte contre l'immigration ne tient pas debout une seconde* », souligne Philippe Milliau, président de TV Libertés.

En jouant sur la peur de l'immigration incontrôlée en provenance de l'Union européenne, les partisans du Brexit auront sans doute commis une erreur, en stigmatisant notamment d'autres peuples européens (comme en provenance de l'Europe de l'Est). Une stigmatisation qui pourrait bien en retour braquer les Européens vis à vis des Britanniques, tandis que d'autres populations, venues du reste du monde, chassent peu à peu les Britanniques « de souche » des grandes villes du Royaume-Uni ...

Rappelons pour conclure que le nouveau maire de Londres est un petit-fils de Pakistanais, un musulman nommé Sadiq Khan, et pas l'enfant d'un plombier catholique venu de Pologne ...